

nla

Numéro 731 - 10 Janvier 2002 - Prix 0,40 €

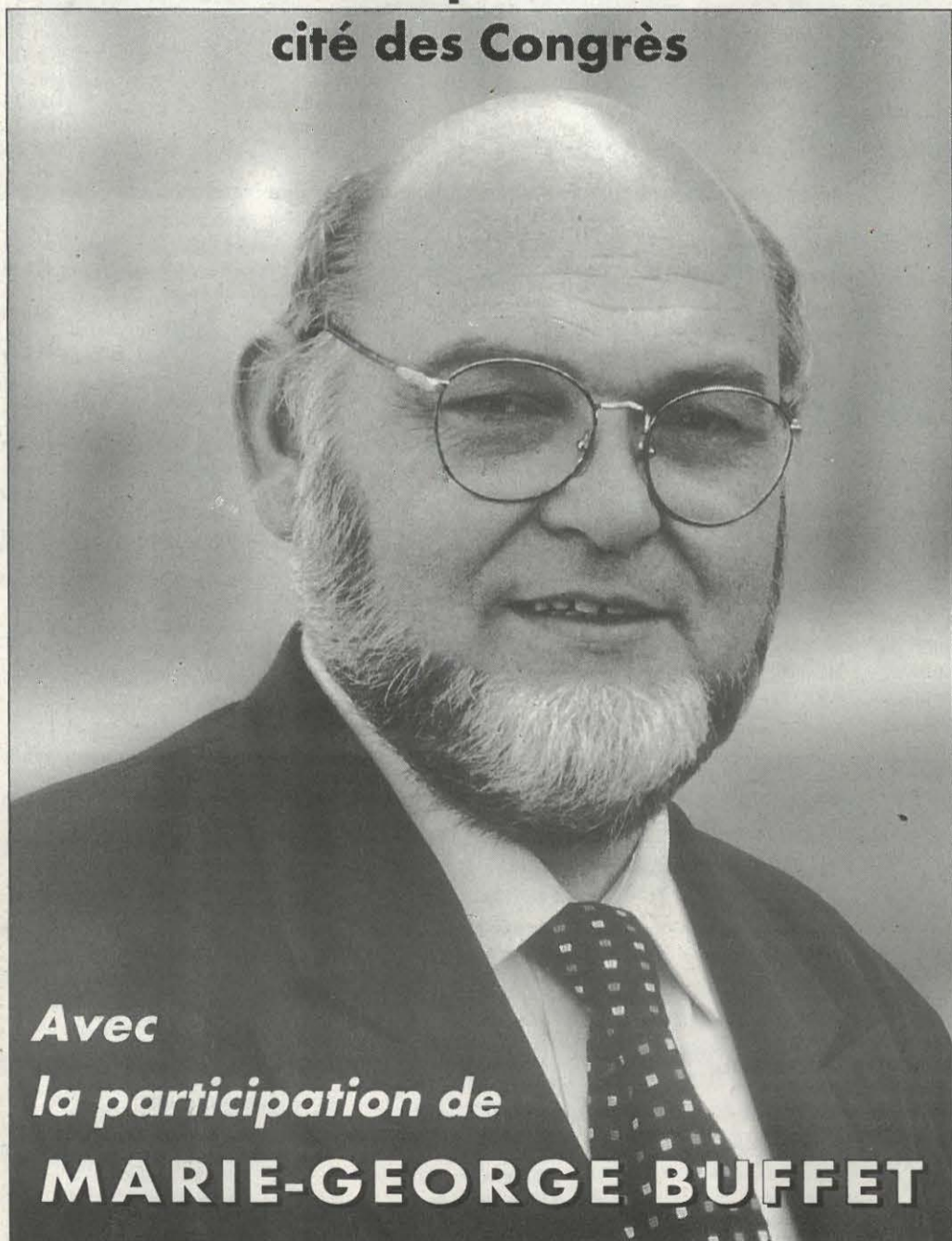
LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

ROBERT HUE à NANTES

Vendredi 18 janvier 20 h 30

cité des Congrès



Avec
la participation de
MARIE-GEORGE BUFFET

Vite lu

1^{er} numéro des Nouvelles pour cette année 2002, dans lequel sera abordée la préparation du premier rendez-vous national de Robert HUE avec les citoyens à Nantes dans le cadre de l'Élection Présidentielle.

« NLA plus » en pages centrales, traitera des questions de l'enseignement et de l'école.

Nos rubriques habituelles en dernière page avec l'agenda et le tour du département, en bref.

POUR UNE ANNÉE UTILE

La nouvelle année, sur fond de mise en place de la nouvelle monnaie européenne, s'ouvre comme l'année précédente s'est terminée, par des mouvements sociaux. Ainsi, avec les vœux que nous vous présentons pour 2002, nous ne pouvons que souhaiter une année qui permette à un certain nombre d'attentes sociales fortes de trouver une concrétisation. C'est en tout cas avec cette ambition que Robert HUE engage sa campagne de l'élection présidentielle.

En décidant par des propositions concrètes de répondre maintenant aux problèmes et aspirations exprimées avec force par les salariés (hospitaliers, policiers, enseignants, employés des banques...), le candidat communiste fait entrer dans le débat politique une dimension essentielle pour l'avenir de notre société. Quel contraste avec le positionnement des forces politiques faisant ses perspectives post-électorales un champ clos d'ambitions souvent étrangères aux exigences que ces luttes actuelles expriment !

« Silence, on fait campagne » dit-on aujourd'hui à nos concitoyens à qui on reproche de venir troubler la période électorale. De la même façon, les poussées de violence qui ont marqué la période des fêtes (voitures brûlées dans l'agglomération nantaise) méritent un autre traitement que celui qu'on lui réserve dans le débat politique. Refuser les escalades sécuritaires comme les explications mécaniques - la faute au social, à la société - mais mener une lutte spécifique : voilà ce que préconise Robert HUE, proposant de combattre en même temps, l'injustice, les inégalités, sources d'insécurité et la violence.

Cet « en même temps » implique du même coup une autre conception de la politique.

Ce n'est pas de la droite qu'on peut l'attendre. Ce n'est pas non plus comme le fait actuellement le Gouvernement et le Parti Socialiste.

Si on veut mettre en échec la droite, c'est maintenant qu'il faut agir et agir à gauche.

La candidature communiste trouve tout son sens dans cette exigence. Ensemble, communistes et non communistes, nous pouvons faire de ce premier grand rassemblement de la campagne avec Robert HUE à Nantes, le 18 janvier, un moment fort pour toutes celles et tous ceux qui, dans notre département, veulent faire de 2002 une année utile pour répondre à leurs attentes. Alors, sans attendre, préparons ensemble, dès maintenant cette importante initiative politique.

Yann VINCE

Meilleurs vœux pour 2002



18 janvier à Nantes avec Robert HUE

ÇA BOUGE AUTOUR DU 18

■ A NANTES

Malgré la trêve des fêtes de fin d'année le plan de travail de la section du PCF s'étoffe collage d'affiches, distributions de tracts ont permis d'engager un nombre conséquent de communistes dans la préparation du 18 janvier. Par courrier adressé à tous les adhérents pour convoquer l'assemblée générale nantaise du 10 janvier, la rencontre avec Robert HUE est placée au centre de l'activité communiste de ce début d'année. Là aussi à l'heure où ces lignes sont écrites les carnets d'inscriptions commencent à se remplir de noms.

■ A REZÉ

Le 19 décembre un plan de travail a été élaboré pour préparer la rencontre du 18 janvier avec Robert Hue. Le week-end précédent Noël un collage d'affiches permettait de rendre visible le début de campagnes des communistes. Plusieurs initiatives de distributions de tract étaient également prises.

Dans la préparation de leur assemblée générale du 10 janvier les communistes rezéens préparaient un nouveau plan de travail : inscriptions des adhérents et sympathisants pour le 18 janvier par des démarches individuelles, nouveau collage d'affiches...

■ SAINT-NAZAIRE

Emmener à Nantes un maximum de communistes et sympathisants de tous âges, de personnes intéressées, ou simplement curieuses, tel est le but de la mobilisation des adhérents nazairiens.

Le Rassemblement devient visible grâce aux distributions publiques de tracts, au collage d'affiches dans les principales rues et dans les cages d'escaliers.

Des démarches personnelles auprès des adhérents et non adhérents du Parti sont en cours pour leur proposer de participer à la rencontre avec Robert Hue. Des moyens de transports sont à la disposition de tous les nazairiens (trains, autocars).

Une adhésion et une réadhésion viennent d'être réalisées grâce à ce travail militant.

■ BRIÈRE

Mobilisation générale des communistes de Brière pour le meeting du 18 janvier 2002. La section a mobilisé au maximum ses troupes en se donnant l'objectif de remplir 3 cars. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que l'ensemble des communistes est sur le pont pour coller des affiches, distribuer des tracts à la porte de nombreuses entreprises et aussi sur les parkings des grandes surfaces à Saint-Gildas-des-Bois et à Pontchâteau. Des sympathisants se retrouvent parfois avec les camarades pour coller et distribuer. Sans oublier que des contacts sont pris avec différents militants ou responsables d'associations : Confédération Paysanne par exemple.

Cette mobilisation s'inscrit bien dans la dynamique de la campagne des élections que nous avons déjà engagée avec les camarades de la presqu'île guérandaise.

■ SUR LA PRESQU'ÎLE GUÉRANDAISE

Suite à la rencontre d'Angers avec Robert Hue, les Communistes de la Presqu'île se sont mobilisés pour réussir le 18 janvier 2002. Collage d'affiches, distributions de tracts sur le marché de Pornichet et de Guérande ont été le menu de cette fin d'année. Après la trêve des confiseurs, les adhérents ont décidé d'aller au devant des salariés des petites entreprises (Zone Artisanale de Guérande, petites entreprises des marais) pour les inviter au rendez-vous proposé par Robert HUE. L'objectif étant de réussir à remplir le train qui part du Croisic.

■ SAVENAY

Une équipe pour le collège, d'autres camarades pour distribuer à la porte des entreprises, c'est ainsi que les Communistes de Savenay préparent leur participation au rendez-vous de Robert HUE à Nantes. Gisèle, nouvelle adhérente au Parti Communiste, a déjà, avant les réveillons, 6 noms sur sa liste et ce n'est pas fini... A l'autre bout de la section de la Basse Loire, même dynamisme. A Couëron, les adhérents sont contactés, les inscriptions s'additionnent une par une. « N'attendons pas de la spontanéité ! lance un militant. C'est par les contacts avec les gens que la rencontre avec Robert HUE sera réussie ou non. »

■ CHÂTEAUBRIANT

Comment faire pour une participation conséquente des Castelbriantais à Nantes le 18 janvier ?

C'est la question posée par les Communistes de la Ville qui ont décidé de contacter individuellement toutes celles et tous ceux qui, ces derniers mois, ont été présents dans diverses initiatives.

« Je vais aller voir untel, il habite à côté de chez moi, dit Paul, et moi untel, réplique Jean-Pierre. Souvenons-nous de l'assistance que nous avons à nos réunions aux moments des municipales et des législatives, reprend un 3ème participant. Il y a de quoi en remplir notre car... ». C'est ainsi qu'est né l'objectif du car de Châteaubriant... Tout simplement.

Présidentielle 2002

Robert Hue

NANTES

vendredi 18 janvier
20h30

Cité des Congrès
grand auditorium

avec la participation de

Marie-George Buffet

Parti communiste français

DES TRANSPORTS GRATUITS

Un train au départ de la Presqu'île Guérandaise

Horaires Aller		Horaires Retour	
Le Croisic	18 h 16	Nantes	23 h 23
Le Pouliguen	18 h 25	Savenay	23 h 52
La Baule Escoublac	18 h 30	St-Nazaire	0 h 07
Pornichet	18 h 36	Pornichet	0 h 17
Saint-Nazaire	18 h 47	La Baule Escoublac	0 h 23
Savenay	19 h 10	Le Pouliguen	0 h 28
Nantes	19 h 44	Le Croisic	0 h 36

Pour la réservation des places s'inscrire à la section de Saint-Nazaire ou à la Fédération.

Des bus spéciaux	Des cars	
Au départ de NANTES	LA BRIÈRE	Le Pellerin
<i>Ligne 22</i>	<i>Autocar I</i>	La Tour Eiffel 19 h 50
Arrêt : Dervallières 20 h 00	Fégréac	La Montagne
Procé 20 h 05	Place de l'Église 18 h 30	Cimetière 20 h 00
Breil-Malville	Sévérac	Bouguenais
(devant centre commercial) 20 h 10	Place de l'Église 18 h 40	Médiathèque Croix-Jeannette 20 h 15
Rond point de Vannes 20 h 15	St-Gildas-des-Bois	VIGNOBLE
Rond point de Rennes 20 h 20	Place de l'Église 18 h 45	Vallet
Rond point de Paris 20 h 25	Dréfféac	Place du Marché 19 h 30
<i>Ligne 22</i>	Place de l'Église 18 h 55	Le Pallet
St-Joseph-de-Porterie 20 h 00	Ponchâteau	Place de l'Église 19 h 40
Batignolles 20 h 10	Place de la Mairie 19 h 00	La Haye Fouassière
Ranzay 20 h 12	Besné 19 h 15	Place de la Poste 19 h 50
Eraudière 20 h 15	Place de l'Église 19 h 15	Vertou
<i>Ligne 58</i>	Donges 19 h 30	Place du Marché 20 h 00
Malakoff 20 h 00	<i>Autocar II</i>	Beatour
Angleterre 20 h 15	La Chapelle des Marais	Place de la Poste 20 h 10
<i>Ligne 12</i>	Place de la Mairie 18 h 30	Saint-Sébastien
Arrêt : Colinière 20 h 00	St-Joachim 18 h 45	Place de la Poste bourg 20 h 20
Vieux Doulon 20 h 10	Place Julien-Saulnier 18 h 50	ANCENIS
Marie de Doulon 20 h 17	Le Pintré (rond-point) 19 h 00	Ancenis
Dalby 20 h 20	St-Malo-de-Guersac 19 h 15	Place Maréchal-Foch (mairie) 19 h 30
Au départ de Saint-Herblain	Trignac 19 h 30	Place de la Mairie 19 h 35
<i>Ligne 23</i>	<i>Autocar III</i>	Le Cellier 19 h 45
Mendes-France Bellevue 20 h 00	Trignac 18 h 30	Place de l'Église 19 h 55
Renan 20 h 10	Certe (Salle J. Duclos) 18 h 45	Mauves 20 h 00
Crémeterie 20 h 12	Trignac 18 h 45	Place de l'Église 20 h 00
Zola 20 h 17	Place de la Mairie 18 h 45	Sainte-Luce 20 h 10
Mellinet 20 h 20	Montoir-de-Bretagne 19 h 00	Place du Marché 20 h 10
Au départ de Rezé	Place du Marché 19 h 00	CHÂTEAUBRIANT
<i>Ligne 31</i>	Donges 19 h 15	Châteaubriant
Trentemoult 20 h 00	Six Croix 19 h 15	Place des Terrasses 18 h 45
Mairie de Rezé 20 h 05	PAYS DE RETZ	BASSE-LOIRE
Maison Radieuse 20 h 07	St-Brévin	Savenay
Espace Diderot 20 h 08	Place du Marché 19 h 00	Parking Champion 19 h 00
La Houssais 20 h 12	Paimboeuf 19 h 15	St-Etienne-de-Montluc 19 h 20
La Carrée 20 h 15	Place du Marché 19 h 15	Place de la Mairie 19 h 30
Lechat 20 h 16	Saint-Père-en-Retz 19 h 25	Couëron 19 h 30
Salengro - Saint-Paul 20 h 18	Place de l'Église 19 h 25	Place du Marché 19 h 45
Félix tableau 20 h 20	Rouans 19 h 40	La Chabossière 19 h 45
Pirmil 20 h 23	Chaussée-de-Retz 19 h 40	Indre 19 h 45
		Sur le quai Besnard 19 h 50

nla plus

CHANGER L'ÉCOLE :

POURQUOI ?

COMMENT ?

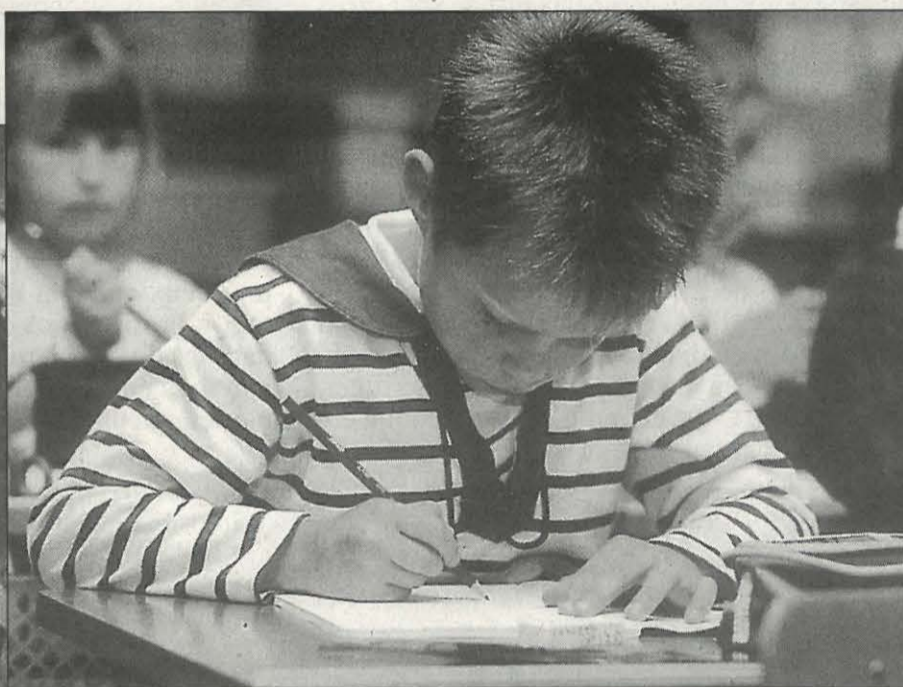
Vite lu

Les questions de l'école concernent - d'une manière ou d'une autre - quasiment tout le monde : élèves, étudiants, enseignants, parents... Elles suscitent certes de l'intérêt, mais aussi beaucoup d'insatisfaction, de stress, voire d'anxiété.

Elles font l'objet d'une couverture médiatique importante, dans laquelle il est parfois difficile de discerner le vrai du faux, la réalité et la désinformation.

Les espoirs mis dans la politique de gauche sur cette question n'ont guère été satisfaits. Une certaine confusion s'est même installée. Mais les attentes restent fortes.

Conformément à l'objectif des NLA-PLUS, les quatre pages de ce supplément proposent un point sur les questions de l'école, avec la volonté de les aborder d'une autre manière, selon une optique communiste, et que nous souhaitons utile et attractive. Voici donc quelques informations et réflexions, versées au débat.



Depuis 10 ans le nombre de bacheliers a certes augmenté (voir les Repères, p. 6). Mais les chiffres (INSEE p. 5, et Brèves, p. 6) comme les experts des sciences de l'éducation montrent aussi que l'école remplit toujours aussi implacablement son rôle de sélection sociale entre enfants issus de catégories plus ou moins favorisées. La situation faite aux langues vivantes à l'heure de l'Euro, va aussi dans ce sens, comme en témoigne M. Jumel (p. 5).

Au-delà d'assez vaines querelles sur les pédagogies « centrées » ou non « sur l'élève » - un écran de fumée commode pour couvrir le dogme des « moyens constants » - la grande question reste donc bien plutôt celle-ci : que faut-il faire, et comment, pour empêcher que la massification en cours ne s'accompagne pas d'une ségrégation sociale renforcée ? Sa réponse doit, selon nous, faire l'objet d'un débat approfondi de toute la société. Car, comme le souligne Jean Cesbron, l'école n'est pas seulement l'affaire des enseignants et syndicalistes, mais bien celle de tous les citoyens (p. 4). Un tel enjeu de lutte contre les inégalités dans et par l'école, interpelle toutes les forces progressistes, dont la nôtre. Ce doit même être un point fort du projet communiste, selon Roger Perrot (p. 4). D'ailleurs, Robert Hue en a-t-il fait - avec les autres services publics - l'un des axes prioritaires de sa campagne de candidat à l'élection présidentielle (p. 5). Tous les candidat(e)s communistes aux prochaines élections, comme Patricia Morinière à Nantes, seront porteurs de ces préoccupations (p. 6).

Nous proposons donc ici - en écho à l'activité du collectif PCF-44 sur l'École - quelques pistes de réflexion et de débat, comme nous le ferons aussi publiquement, le 31 janvier 2002, à la Manufacture des Tabacs de Nantes (p. 6).

Jean-Yves MARTIN

L'école, c'est nous tous

Les problèmes de l'école, de la formation, de la diffusion et du partage du savoir ont longtemps été – et le sont souvent encore – trop l'affaire des seuls professionnels, des spécialistes. Le PCF lui-même a travaillé, surtout dans le monde enseignant, les notions d'école démocratique, d'égalité des chances scolaires. Il avançait des perspectives, notamment en termes de moyens. Si les combats menés ont permis certaines avancées, sur le plan quantitatif il y a lieu de reconnaître que l'école de la réussite pour tous, que le droit à la formation et l'accès au métier sont loin d'être acquis et que la crise de l'École dans une Société en crise frappe tout particulièrement les milieux les plus défavorisés.

C'est à partir de ces constats que se sont créés en Loire-Atlantique en 2000, à l'initiative de quelques militants du PCF, un « collectif Ecole-Formation » et un « réseau pour une transformation progressiste de l'école ». Mais leur activité sur l'année écoulée est demeurée trop souvent interne, pas assez extériorisée.

Il faut que le collectif se muscle tout à la fois du côté des enseignants du primaire et de la maternelle, de l'enseignement professionnel, des parents d'élèves, des élèves du second cycle et des étudiants. L'objectif du travail du collectif-réseau a été d'échanger, d'interroger, de proposer. C'est ce qui a été fait et qui a été apprécié tant au niveau du débat à Saint-Nazaire avec M. Deschamps, qu'à la Manu-

facture des Tabacs en janvier 2001, où à la Fête fédérale de Saint-Nazaire avec Y. Careil. Il faut continuer dans cette voie.

Le PCF doit avoir un projet politique pour l'école. Il doit le réfléchir, le rendre visible, l'intégrer dans le projet communiste. Il nous faut répondre aux exigences et proposer une alternative au capitalisme, à toutes les inégalités qu'il engendre, dont celles dans la diffusion et le partage des savoirs.

L'école de la réussite, du savoir, de la formation continuée est véritablement à construire. Les communistes, avec d'autres, sont partie prenante dans la recherche, la réflexion, pour la transformation de l'école. Ils ne détiennent pas la méthode, les contenus de l'école de demain. Ils proposent cependant avec force que dans le cadre d'un projet de société nouvelle devront s'insérer obligatoirement des projets pour une école progressiste au service de la Nation et réconciliée avec les enfants, les élèves et les étudiants.

« La France, c'est vous », a déclaré Robert Hue le 15 novembre, en présentant son principal thème de campagne. C'est en sollicitant tous ceux qui sont intéressés par l'École que, tout à la fois, nous mettrons de la cohérence dans les diverses propositions et que nous projeterons en fonction des besoins réels définis par les acteurs du vécu quotidien.

Jean CESBRON



Un grand enjeu citoyen

Au point où en est la question communiste avec et après le 31^e Congrès extraordinaire, la préparation de la présidentielle et des législatives structure désormais toute la réflexion et toute l'activité. S'impose donc, ici aussi, la recommandation de M.G. Buffet de ne « surtout pas mettre le projet dans le tiroir ». Les motifs ne manquent pas à l'appui de cette démarche.

Si, dans d'autres domaines (emploi, parité, etc.) le bilan de la législature ne peut pas être considéré comme négligeable, s'agissant de l'école il avoisine le zéro. Si, après C. Allègre,

J. Lang a « apaisé », on ne voit toujours pas dans la politique scolaire de la gauche plurielle, autre chose qu'une navigation à vue, génératrice de désarroi.

L'enjeu est donc de savoir si, du côté communiste, peut émerger un ensemble de propositions distincts formant réellement projet. D'autant que le contenu de ce projet ne va pas de soi parce qu'il cherche, non à reproduire des discours anciens mais à s'attaquer à la crise profonde touchant aux fondements même de l'école en pensant à la fois développement quantitatifs (moyens) et transformation qualitative (contenus et pratiques). « L'école ne nous apprend pas à penser !... » s'est écrié un jeune au congrès.

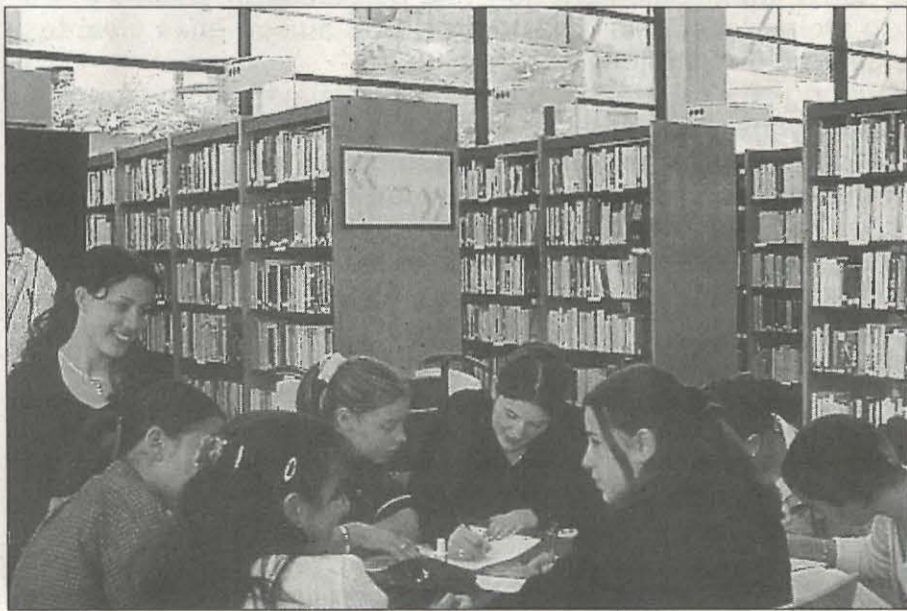
D'autant aussi que le leitmotiv simpliste « école républicaine » de Chevènement peut rencontrer ce doute insidieux, et produit la persistance – voire l'accentuation – des difficultés et des échecs, aussi bien chez les enseignants que chez les parents. Et surtout, nous ne pouvons pas ne pas

nous démarquer de cette ambiance stigmatisante à l'égard de la jeunesse « responsable » de la violence et de la délinquance. L'école est précisément l'un des terrains essentiels où un autre discours politique reste à construire, qui soit susceptible de mettre en dynamique ces rapports primordiaux et nouveaux que le PCF souhaite avoir avec les jeunes : respect, égalité, autonomie, responsabilité, dans les écoles, les collèges, les lycées, les facs aussi.

Tout cela pour dire, en fait, que les mois à venir contribueront ou non à produire de nouvelles significations communistes capables de s'exprimer dans le rapport de force électoral et que la question scolaire dessine, à ce propos, l'un des lieux les plus en friches. Une autre politique de gauche ne peut se contenter de défendre l'École de la République « en l'état » ou de modifier son fonctionnement à la marge. En tant que communistes, nous ne voulons ni développer l'École à l'identique, ni la « réformer ». Nous voulons contribuer à mettre en mouvement sa transformation.

Mettre à plat les finalités de l'École, refonder et parfois même réévaluer ses missions prioritaires, ses valeurs, sa « culture scolaire » ne peut pas être un travail d'experts. Un grand débat public, cherchant à impliquer l'ensemble des citoyens, est nécessaire.

Roger PERROT



Le lien entre revenu et échec scolaire au collège selon l'INSEE

Un dossier de l'INSEE vient de présenter une analyse des inégalités scolaires entre enfants selon le revenu de leurs parents et leurs évolutions récentes. Il y apparaît que le revenu des parents a un effet déterminant sur les destins scolaires des enfants. Tout se passe comme si ceux naissant dans les familles appartenant aux 20 % les plus riches partaient avec une à deux années d'avance sur ceux naissant dans les familles appartenant aux 20 % les plus pauvres.

Deux tiers des enfants de familles modestes sont en retard au collège

En 1997, 62 % des enfants de 15 ans appartenant aux 20 % des familles les plus modestes étaient en retard en troisième, contre seulement 17 % des adolescents appartenant aux 20 % des familles les plus aisées. Le risque d'accumuler du retard scolaire dans le primaire ou au collège est plus de trois fois plus élevé pour les premiers que pour les seconds. De même, les filles réussissent mieux que les garçons, et ce plus encore qu'en 1990.

Les effets de la réforme des collèges

Traditionnellement, plutôt que d'accroître les revenus des familles modestes, le principe est d'accroître l'effort pédagogique en direction de leurs enfants.

On peut inscrire dans ce type de démarche la réforme des collèges de 1991 organisant la scolarité en cycles. Les redoublements ne peuvent plus prendre place qu'à la fin des cycles. Globa-

lement, on ne constate cependant aucune baisse de l'inégalité des chances après la réforme. Les générations nées après 1980, ayant connu la réforme, redoublent beaucoup moins que leurs aînées : 53 % des enfants nés en 1975 étaient en retard scolaire à 15 ans, contre 41 % des enfants nés en 1984. Mais cette baisse est autant perceptible chez les familles riches que pour les familles défavorisées. Certes la réforme atteint son objectif de faire reculer la fréquence des redoublements, mais pas celui de limiter l'inégalité devant l'échec scolaire (voir tableau). Un indice supplémentaire indiquant que la réduction de l'inégalité des chances entre enfants passe sans doute autant par une amélioration des conditions de vie matérielles de ces enfants, avant d'être une seule question d'organisation du système scolaire et de l'effort pédagogique.



Taux de retard à 15 ans selon :

- 1 - La catégorie socioprofessionnelle du père :**
 - cadre : 15,1 % ;
 - agriculteur : 31,6 % ;
 - profession intermédiaire : 32,2 % ;
 - artisan, commerçant, chef d'entreprise : 40,6 % ;
 - employé : 50,0 % ;
 - ouvrier : 55,6 %.
- 2 - Le sexe :**
 - garçon : 49,0 % ;
 - fille : 37,4 %.
- 3 - Le décile de revenu total des parents :**
 - le 10^e aux revenus les plus élevés : 17,7 % ;
 - le 10^e aux revenus les plus faibles : 67,1 %.

Source : Insee 1997.

Source : INSEE, France, portrait social - Ed. 2000-2001.

TÉMOIN :

Les langues vivantes, enjeu décisif pour les jeunes

par Margot JUMEL*

Si le Ministre se déclare favorable à la diversité linguistique la concrétisation s'en fait trop attendre. L'enseignement des langues vivantes est loin d'être assuré partout. En CMI, une grande disparité des moyens mis en œuvre apparaît entre écoles, creusant dès le départ des inégalités préoccupantes. 91 collèges de l'Académie - près de 40 % - ne proposent que l'Anglais en 6^e et certains bassins deviennent de vrais déserts de non-diversification.

La poursuite de la réforme Allègre, avec la réduction des horaires en collège et plus encore en lycée, où un tiers de l'horaire a disparu, pénalise les élèves des familles les plus démunies. 50 options de 3^e langue ont été supprimées. De nombreux élèves ont recours à des associations ou au Centre d'Éducation à Distance pour les étudier. C'est le cas notamment du portugais, de l'italien, de l'arabe. S'agissant souvent des langues d'origine, offrir la possibilité de les étudier dans les établissements scolaires favoriserait l'intégration.

L'allemand n'a pas droit de cité dans les lycées professionnels, alors que nombre d'entreprises de la région cherchent en vain à recruter des jeunes maîtrisant bien cette langue. Des étudiants se voient refuser en 1^{re} année de Faculté la possibilité d'étudier une autre langue que l'anglais.

La volonté rectorale d'introduire une 2^e langue en 6^e dès la prochaine rentrée dans une vingtaine de collèges de l'Académie constitue certes un pas, mais qui reste mineur face à l'ampleur des dégradations et aux défis à relever. Maîtriser plusieurs langues parlées en Europe constitue un atout majeur, dont nous n'avons pas le droit de priver les jeunes. Une information claire et complète des familles pour faire les bons choix face aux préjugés, ainsi qu'une offre suffisamment riche pour répondre aux aspirations et aux aptitudes des jeunes s'imposent.

Le service public doit contribuer à préserver et à développer le potentiel linguistique de l'Europe. Il doit assumer pleinement ces missions essentielles pour l'avenir des jeunes, sous peine d'accroître encore les inégalités. Il doit permettre à chacun de s'épanouir dans un environnement culturel ouvert aux échanges et participer ainsi à la construction d'une identité européenne qui ne se réduise pas à l'utilisation de l'Euro.

* Margot Jumel est professeur d'allemand et militante syndicale du SNES académique.

JEUNESSE et ÉCOLE

LES AXES PRIORITAIRES de Robert HUE

En présentant ses axes prioritaires de campagne, Robert Hue a dit qu'il faisait « le pari d'une jeunesse citoyenne ». Ce dont la jeunesse a besoin, « c'est de reconnaissance, de confiance et de respect », a-t-il souligné.

Suffit de l'assistance, assez du caporalisme. Il faut cesser d'enfermer les jeunes dans des systèmes décidés sans eux : « donnons leur les moyens de leur autonomie pour qu'ils décident et choisissent eux-mêmes ». C'est la raison de sa proposition du « droit à l'autonomie » des jeunes, pour leurs ressources, comme pour leurs droits sociaux, culturels et démocratiques.

Le service public d'enseignement doit pouvoir relever les défis de la lutte contre l'échec scolaire, de l'élévation des formations et des qualifications, dans une conception élargie et globale de la culture, « qui donne son sens à une civilisation ».

REPÈRES

L'ACADÉMIE DE NANTES en chiffres

Nantes est la quatrième académie de France, après Versailles, Lille et Créteil. Elle compte 785 000 scolarisés et étudiants, soit le quart de la population régionale.

La rentrée scolaire 2001 a concerné 670 150 élèves, dont 361 018 écoliers, 178 734 collégiens, 114 132 lycéens, 16 266 lycéens en classe post-baccalauréat, classes préparatoires aux grandes écoles et sections de technicien supérieur.

Avec 2 285 élèves de plus à la rentrée 2001, les effectifs des écoles ont connu une augmentation sensible (+0,6%), ce qui correspond à l'arrivée des enfants des générations plus nombreuses, nés à partir de 1994.

LES PERSONNELS

En 2000, 63 575 agents exerçaient dans l'Académie, près de 3 sur 4 dans le Public.

77,7 % sont des enseignants, dont 37,8 % dans le 1^{er} degré, 56,1 % dans le secondaire, 6,1 % dans le supérieur. La féminisation varie beaucoup: 75 % dans le 1^{er} degré public (86 % dans le privé), 53 % dans le second degré public (61 % dans le privé), 32 % dans le supérieur, et 63 % pour les non-enseignants. 2000 aides éducateurs ont été recrutés comme emplois-jeunes dans les nouvelles technologies TICE (28 %), la documentation (16 %), l'animation culturelle (15 %) et l'aide scolaire (12 %). 56,7 % sont affectés dans le 1^{er} degré.

TAUX DE RÉUSSITE AUX EXAMENS

En 2000, le taux de réussite global au brevet des collèges s'établit à 81,0 %. Ce taux est supérieur de 2,8 points à la moyenne nationale et place l'académie de Nantes au 6^e rang des académies. Tous baccalauréats confondus, on a observé en 2000 un taux de réussite de 84,16 %. Ce taux est supérieur de 4,4 points au taux national, ce qui place l'académie de Nantes au 1^{er} rang des 26 académies. Toutes les séries du bac présentent des taux de réussite supérieurs à 80 %. Mais, voir les brèves ci-contre.

Prenez date :

JEUDI 31 JANVIER 2002

à l'initiative du Collectif-Réseau PCF-44 :

Faire reculer les inégalités à l'école

Manufacture des Tabacs - NANTES

à 19 heures

RÉUNION-DÉBAT

sur le thème :

Pourquoi et comment CHANGER L'ÉCOLE ?

Avec la participation-audition d'intervenants spécialisés, chercheurs en sociologie et en sciences de l'éducation, sont largement invité(e)s : les militant(e)s politiques et associatifs - notamment ceux qui sont en lutte dans leur école ou établissement - les syndicalistes, les parents d'élèves, les étudiants et grands élèves...

Interview

3 questions à Patricia Morinière

nl En tant que conseillère d'orientation, comment percevez-vous les problèmes de l'école ?

Patricia Morinière : Dans un collège de ZEP depuis une douzaine d'années, je suis confrontée à une dégradation des conditions d'apprentissage, aux difficultés des enseignants, au désarroi des jeunes et de leurs parents. Or l'incivilité, l'absentéisme, voire la violence, surviennent après les premiers décrochages scolaires. Parents et élèves sont souvent

démunis. Ils voudraient comprendre ce qui ne va pas. L'investissement de l'élève, une méthode de travail mieux adaptée sont des éléments importants. Mais les secrets de la réussite sont souvent obscurs, voire masqués pour les enfants de milieu populaire. Alors que le collège est dit unique, que le choix des options est réversible, que les voies professionnelles conduisent au bac, les familles sont mal à l'aise face aux choix d'orientation : la partie est biaisée, dans un système à doubles règles. Quand les difficultés d'accès d'emploi persistent, les verdicts scolaires ont un poids énorme.

nl Quels devraient-être les principaux axes d'un projet pour l'école ?

P.M. : Face à l'absentéisme, à la violence, le Ministère a fait de l'éducatif ou du médico-social. Il les considère comme des



signes de désordre psychologique, liés à la crise de l'adolescence, et non de décrochage scolaire, d'un doute sur ses capacités, d'une angoisse face à un avenir fermé ou imposé. Cela à un moment où l'on parle de mettre l'élève au centre du système éducatif et d'éducation à l'orientation. Ce qui socialise vraiment, c'est d'apprendre, et cela n'exige pas seulement, pour combler des « manques », des dispositifs de soutien ou de remise à niveau. Si la question

des moyens reste à l'ordre du jour, on doit s'interroger sur les finalités de l'école, ses missions, ses valeurs, ses contenus, son rapport avec la société.

nl Quelles seraient les conditions pour le mettre en œuvre ?

P.M. : Une vraie politique de gauche ne doit pas se contenter de défendre l'École de la République, ou de dispositifs de maintien de la paix sociale dans les établissements les plus difficiles. Il s'agit de transformer l'école, et cela nécessite un grand débat public que les communistes veulent contribuer à faire vivre, débat auquel tous les citoyens doivent pouvoir participer. Il faut y mettre en discussion les évaluations et propositions des syndicats des personnels, mais aussi les travaux des chercheurs ou des mouvements pédagogiques.

BRÈVES

PLUS DE BACHELIER(E)S ...

Avec 65,6 % de bacheliers dans une génération en 1999, l'académie de Nantes se situe à la sixième place en France. En 1985 seulement 27 % des jeunes d'une même classe d'âge y devinrent bacheliers.

De 1990 à 1999 le taux de bacheliers d'une génération est passé de 44,5 % à 65,6 % (France : 43,5 % à 61,8 %), plus grâce aux bacs pros (de 3,7 à 12,2 %) et technos (de 13,7 à 19,3 %), que dans les bacs généraux (de 27,1 à 34,1 %). On observe aussi un écart de 12 % entre les filles et les garçons (72 et 60 %).

... MAIS PLUS D'INEGALITÉS SOCIALES

L'accès plus large au niveau bac est cependant loin d'avoir entraîné une réduction des écarts entre catégories sociales.

Les bacheliers des séries générales sont plus jeunes : 4,6 % sont en avance et 62 % sont « à l'heure », et plus de la moitié viennent d'une CSP (catégorie socio-professionnelle) favorisée. Moins de 20 % sont de milieu dit défavorisé.

Les bacheliers des séries technologiques sont plus âgés : 0,5 % est en avance et 30,1 % sont « à l'heure ». Leur répartition sociale est plus équilibrée : 33 % de CSP favorisées, 33,3 % de CSP moyenne et 30,4 % de CSP défavorisées.

Les bacheliers professionnels ont, pour 77,6 %, au moins 20 ans. Seuls 0,2 % sont en avance et 22,2 % sont à l'heure. Les catégories sociales favorisées y sont minoritaires (21,1 %), alors que les catégories défavorisées représentent 38,3 % des lauréats.

Source : OCEANIA, n° 111

Ce dossier NLA-Plus a été réalisé avec le concours de : A. Henry, M. Jumel, P. Morinière, J. Cesbron, J.-P. Landais, R. Perrot, Y. Renevot et J.-Y. Martin.

Il est, pour une large part, le fruit du travail du collectif-réseau PCF44-ÉCOLE qui rassemble des militant(e)s communistes et des sympathisant(e)s du département. Il se réunit une fois par mois à la Fédération du PCF : 41, rue des Olivettes - 44000 à Nantes.

Si vous êtes intéressés et souhaitez en débattre et participer à des initiatives, comme parents, élèves, enseignants, militants syndicaux ou politiques, nous vous invitons à vous joindre à son activité. Il suffit de nous contacter, soit par courrier à la même adresse, soit par fax au 02 40 38 40 55, ou par E-mail : pcf44@wanadoo.fr



L'INFO DÉPARTEMENTALE... L'INFO DÉPARTEMENTALE

Parti communiste français

SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19
tél: 01 40 40 12 12 mël: pcf@pcf.fr internet: www.pcf.fr

LA NOUVELLE CARTE DU PCF

A partir du 1^{er} janvier 2002, les adhérents du Parti Communiste vont pouvoir être en possession de leur nouvelle carte pluriannuelle. Cette carte de couleur « rouge » aura deux talons détachables. L'un permettra de coller les douze timbres autocollants, sans valeur indiquée, représentant les cotisations mensuelles, donnant accès à la souveraineté. L'autre devra être rempli par l'adhérent et remis ou renvoyé individuellement (ou

par l'animateur de cellule) à la section. Cela qui permettra de disposer des informations et des choix concernant les lieux d'activité. Ces deux coupons détachables seront renouvelables au début de chaque nouvelle année. Cette carte pluriannuelle va s'accompagner de fait, d'une nouvelle conception de la remise des cartes, avec en particulier, la volonté que celle-ci ne s'étale pas sur de nombreux mois, voire sur l'année.

Ce choix, déjà en vigueur dans de nombreuses organisations associatives ou syndicales, part de l'expérience faite qu'il paraissait anachronique qu'à chaque début d'année, chacun devait être de nouveau sollicité pour reprendre sa carte du PCF (c'est l'organisation et non l'individu qui mettrait ce préalable dans sa pratique). Il en est de même, avec la proposition faite aux adhérents, de verser leurs cotisations men-

suelles directement à l'Association Départementale de Financement du PCF (ADF) sous la forme de prélèvement automatique. Cette volonté de simplifier le fonctionnement du Parti et le rapport de l'adhérent avec l'organisation, n'enlève rien, bien au contraire, aux nécessaires propositions pour que chaque communiste trouve de l'espace et de l'intérêt à militer dans un lieu d'activité.

BARÈME DES COTISATIONS MENSUELLES
sans ressources ou ressources mensuelles inférieures à 100€ : 1€
à partir de 100€ et sans plafonnement : 1€ par tranche de 100€

2€ de 100 à 200€
3€ de 200 à 300€
4€ de 300 à 400€
5€ de 400 à 500€
6€ de 500 à 600€
7€ de 600 à 700€
8€ de 700 à 800€
9€ de 800 à 900€
10€ de 900 à 1000€ etc

Le versement des cotisations mensuelles s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire de l'adhérent. Le montant de la cotisation fixée par le Congrès.

nom et prénom
fédération

La nouvelle carte pluriannuelle est dans les sections. Elle sera remise aux animateurs de cellules ou dans les Assemblées générales dès les premiers jours de janvier 2002. Des dispositions seront prises, pour les camarades qui ne l'auront pas eue, afin qu'elle leur soit envoyée. Dans le cas de situations plus particulières, les camarades qui n'auraient pas leur carte, sont invités à téléphoner à la Fédération au **02 40 35 03 00**.

L'HUMANITÉ

Assemblée générale des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

Salle de la Manu

25 janvier à Nantes 18 h 30



Pour :

- la création d'un Club des lecteurs en Loire-Atlantique,
 - la mise en place d'une structure d'animation capable d'imaginer des initiatives.
- avec la participation de **Henri MALBERG**, Président de la Société des Lecteurs de l'Humanité.
- Cette assemblée sera suivie d'un buffet campagnard.

GEORGES GIRARD

Georges GIRARD n'est plus. Il est décédé le 11 décembre dernier d'une crise cardiaque à Montreuil où il résidait depuis plus de 30 ans. Il avait 85 ans. Les plus anciens camarades de ce département se souviennent de ce militant qui, nazairien jusqu'en 1960, a profondément marqué la vie syndicale et politique de la région. Résistant dès 1940, il est arrêté en Vendée et emprisonné à Saint-Nazaire d'où il s'évade. Il rejoint alors les combattants de la Résistance à Paris. Adjoint du Colonel FABIEN, il est blessé lors de la bataille de la Libération à Paris. En 1946, il reprend sa place à la S.N.C.A.S.O. à Saint-Nazaire... Lors des luttes syndicales de 1951 auxquelles il participe activement, il subit la répression antisyndicale : il est licencié et condamné à 4 mois de prison. Il venait d'être élu Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du Parti et, peu de temps après, élu au Secrétariat de la Fédération de Loire-Atlantique. On le retrouve Conseiller municipal en 1954. Jusqu'en 1960, il participe à toutes les luttes, pour la paix au Vietnam, en Algérie... contre l'OAS. En particulier, jusqu'en 1956, à "Ouest Matin", quotidien du PCF pour l'Ouest. Ce sont ses qualités de journaliste qui lui vaudront de partir, correspondant de l'Humanité, durant 4 ans au Vietnam. A son retour, il participe à la direction de "France Nouvelle" puis de "Révolution". Rédacteur à la politique extérieure de "France Nouvelle", il interrogera de nombreux dirigeants et personnalités de niveau international. Il avait gardé de nombreux liens d'amitié avec les Communistes de Saint-Nazaire et de Loire-Atlantique. A Léone, son épouse, à ses enfants, les "Nouvelles de Loire-Atlantique" présentent les condoléances attristées de toutes celles et tous ceux qui gardent de Georges un souvenir ému.

Ça se passe chez nous

Agenda



Différentes réunions des communistes se tiennent en ce début d'année 2002, parmi lesquelles :

■ **3 janvier** : Assemblée des communistes de la Presqu'île Guérandaise

■ **4 janvier** : Assemblée des communistes de Saint-Nazaire

■ **9 janvier** : Assemblée des communistes de Saint-Sébastien

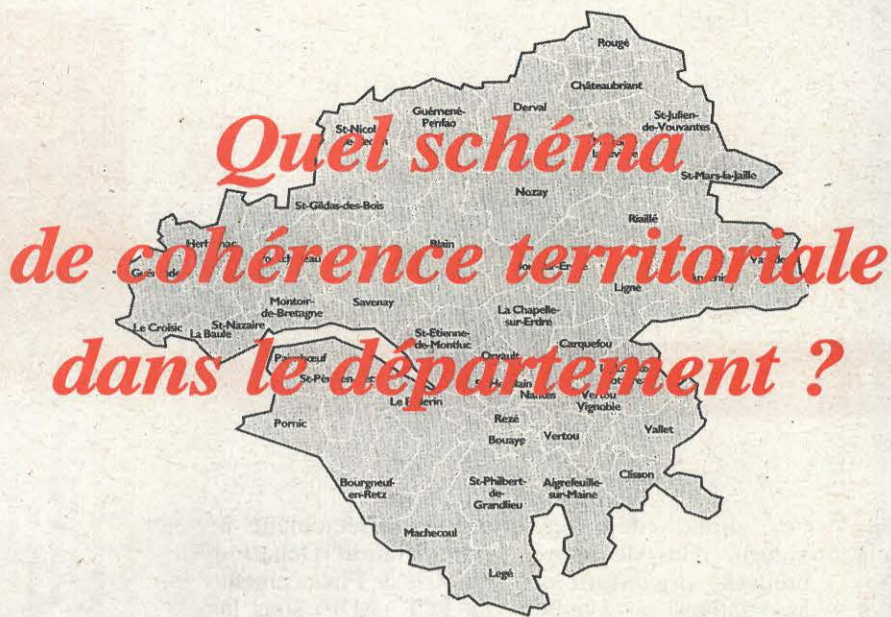
■ **10 janvier** : Assemblée des communistes de Rezé

■ **10 janvier** : Assemblée des communistes de Nantes

■ **14 janvier** : Réunion à la Fédération à 20 h 00 des Membres du Comité départemental et des Membres de l'ensemble des Comités locaux du département

■ **24 janvier** : 18 h 30 Salle de la Fraternité, à Couëron, rencontre des femmes à l'initiative des femmes communistes de Couëron.

Quel schéma de cohérence territoriale dans le département ?



A partir de ce mois de janvier 2002, va être mis en place un Schéma de Cohérence et d'orientation Territoriale (SCOT) pour 726 000 habitants vivant dans la grande aire urbaine Nantes/Saint-Nazaire.

De quoi s'agit-il ?

Mis en place par la loi de Solidarité et de Renouveau Urbains (SRU), les SCOT remplacent les anciens Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU). Ils ont pour objectif de permettre aux élus des aires urbaines de définir en commun les conditions de mise en cohérence des politiques de déplacement, d'habitat, d'équipements commerciaux et d'urbanisme. Ces outils de réflexion sur l'aménagement du territoire seront élaborés au sein d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), après définition de leur périmètre. Une différence essentielle entre les SCOT et les anciens SDAU : ils sont élaborés à la base et non plus imposés d'en haut.

Qu'en pensent les élus communistes ?

Les élus communistes portent une appréciation positive sur certains aspects essentiels de la loi SRU : renforcement de la cohésion dans les démarches urbaines, diversité de l'habitat et objectif de mixité sociale, accélération du renouvellement urbain. Ils considèrent qu'il y a un véritable enjeu démocratique dans la mise en place des politiques urbaines : écoute des besoins des populations, participation des citoyens. S'agissant des aires urbaines de Nantes/Saint-Nazaire, les élus communistes ont exprimé publiquement leur position

(presse locale des 18 et 19 décembre dernier) : ils pensent qu'il y a une réelle cohérence de ce territoire en tant qu'espace de vie, d'activités, de déplacements. C'est pourquoi ils auraient préféré que le périmètre choisi englobant la Communauté Urbaine de Nantes, la CARENE (communauté d'agglomération de Saint-Nazaire), les communautés de communes Loire et Sillon (Canton de Savenay) et d'Erdre, Gesvres et Isaac (communes au Nord de la CU nantaise) prenne en compte le sud estuaire et la presqu'île guérandaise. Pour des raisons politiques, ce n'est pas le cas.

Quels projets de développement devront être prévus dans le SCOT ?

Les élus communistes se prononcent en faveur d'un aménagement durable du territoire permettant de développer les infrastructures, les services publics, les déplacements urbains, de maîtriser l'urbanisation en respectant le cadre de vie, l'habitat, l'environnement... C'est pourquoi, le SCOT Nantes/Saint-Nazaire doit intégrer les grands projets de développement de ce territoire : par exemple le futur aéroport de Notre Dame des Landes, le devenir de l'ancien site de Nantes Atlantique, le nouveau franchissement de la Loire cohérent avec les besoins de développement des activités portuaires, la mise en chantier et la réalisation des installations portuaires de Donges-Est. Sur tous ces dossiers, les élus locaux, les citoyens devront avoir leur mot à dire, notamment lors de la réalisation des différents schémas de secteur constitutifs du SCOT.

Yann VINCE

Courrier de Jean-René TEILLANT au Préfet de Loire-Atlantique

Monsieur le Préfet,
La loi de modernisation sociale, après débat et enrichissement, vient d'être votée en troisième lecture à l'Assemblée nationale. Un texte qui contient des avancées significatives pour les salariés, qui doivent faire face à des plans de licenciement. Cette loi sans être parfaite, est un pas en appréciable. Elle donne une définition plus stricte du licenciement économique et confère aux Comités d'Entreprises un droit d'opposition suspensif et de propositions alternatives et elle interdit aux entreprises de ne penser que profits, sans penser social.

Distinguer clairement les vrais licenciements des licenciements dont le motif est financier, permet aux salariés qui connaissent la réalité de l'entreprise d'intervenir.

Utilisées par les salariés, leurs organisations syndicales, les Comités d'Entreprises, ces mesures sont un élément de progrès social, de justice, de dignité, mais aussi un atout pour l'emploi et le développement durable.

Au moment où plusieurs plans de licenciements sont annoncés dans notre département, il est urgent que vous preniez l'initiative de mettre en œuvre ce texte, sans attendre les décrets et circulaires. Ce qui permettra de suspendre les procédures en cours pour, d'une part permettre aux CE concernés de faire des contre-propositions et, d'autre part de réaliser une étude d'impact social, en lien avec les nouvelles dispositions en matière de reclassement.

En s'appuyant sur ce texte, de demander aux directions d'entreprises d'assumer les implications de leurs décisions, du point de vue des conséquences pour l'emploi, dans les bassins d'emplois concernés Saint-Herblain (Waterman), Nantes (ATMEL), Saint-Nazaire (PIELSTICK).

Alors que le chômage a repris son aggravation et que la récession est annoncée, pour y faire face et transformer en actes l'appel du Premier Ministre au patriotisme économique, cette loi peut constituer un réel atout dès lors qu'elle rentre dès aujourd'hui en application.

Pour les salariés, leurs organisations syndicales, la mise en œuvre de ce texte au moment où peut s'appliquer la loi Hue sur le contrôle des fonds publics, sont des outils qui doivent permettre de préserver un grand nombre d'emplois.

Dans l'attente de connaître votre décision et restant à votre disposition...

* Ce courrier a été adressé à tous les syndicats des entreprises touchées par les licenciements

Abonnez-vous aux Nouvelles pour 10 euros pour l'année.

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

SOUTIEN A CHRISTIAN SAULNIER Courrier de Jacqueline Fraysse, Présidente du Comité de Soutien

Vous avez été parmi les premiers à répondre à mon appel pour la création d'un comité de soutien à Jean-Pierre Jousseau et Christian Saulnier, deux militants syndicaux poursuivis en correctionnelle, à la suite d'une plainte des dirigeants d'EADS.

Malgré l'engagement de ces derniers à ne pas se porter partie civile, le Parquet n'en a pas moins décidé de faire comparaître Jean-Pierre, Christian et les deux journalistes de la revue économique AGEFI, devant le tribunal correctionnel, le 14 janvier prochain.

A l'initiative de la CGT, un rassemblement est prévu ce même jour à 12 heures devant le Palais de Justice de Paris, je serai présente, naturellement aux côtés de Jean-Pierre et Christian, et m'adresserai - au nom de notre comité - à tous ceux qui condamnent de telles méthodes, sont attachés à la défense des libertés et veulent que les citoyens, à l'entreprise comme ailleurs, aient un droit de regard sur les décisions les concernant. Les Communistes de l'Aérospatiale vous invite à vous joindre à cet appel et à envoyer vos messages de soutien à Jacqueline Fraysse ou à la Fédération - 41 rue des Olivettes - 44000 NANTES.